Le Temps ECONOMIA
Le Journal des Affaires et de la Nouvelle Economie
Mardi 30 Septembre 2008


**Bâtiment**

Indéniablement, il existe une problématique immobilière en Tunisie qui se décline dans les statistiques du ministère de l'Equipement et dont se dégage un net recul des chantiers et des projets immobiliers privés depuis quatre ans.

# Recul des chantiers depuis quatre ans

## • Prix du terrain exorbitants et la part de la charge sociale dans les prix du logement tourne autour des 20%

La Chambre syndicale nationale des promoteurs immobiliers impute cette régression aux « prix extrêmement élevés » des terrains pour un pays comme la Tunisie où la part de la charge sociale dans le prix du logement tourne autour des 20%.

Il est tout aussi indéniable que la frénésie d'acquisition des terrains à laquelle les promoteurs immobiliers ne sont pas étrangers est alimentée dans une plus large mesure par la spéculation dont les ficelles sont tirées par un nombre croissant d'intervenants étrangers au secteur qui n'ont pas dûment qualité pour agir , mais certainement intérêt de voir les cours flamber, ce qui, de l'avis des professionnels, risque d'entrainer l'effondrement de cette activité.

A cela s'ajoute l'exponentielle envolée des cours des matériaux de construction qui ont enregistré en 2006, une augmentation d'au mois 20%, certes pour cause de flambée des prix du pétrole, mais aussi et peut-être surtout en raison de la hausse des cours de maints matériaux importés , tels que le bois et le fer.

Le secteur des Industries des Matériaux de Construction, de la Céramique et du Verre (IMCCV) compte 424 entreprises employant un effectif supérieur ou égal à 10 personnes. Parmi celles-ci 24 sont totalement exportatrices.

Pourtant, la valeur de la production du secteur des Industries des Matériaux de Construction, de la Céramique et du Verre a augmenté régulièrement ces dernières années, passant de 1 603,3 millions de dinars en 2002 à 2 315,5 millions de dinars en 2007, soit une augmentation annuelle moyenne de 8%.

*Flambée des cour… Et cela fait que trop de monnaie "inflationiste" est bloquée dans la pierre*

La valeur ajoutée du secteur, qui compte 424 entreprises employant un effectif supérieur ou égal à 10 personnes dont 24 sont totalement exportatrices., a connu également une augmentation annuelle moyenne de 8%, passant de 593,8 millions de dinars en 2002 à 867 millions de dinars en 2007.

Quant aux investissements dans le secteur des industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre, ils ont été de 189,4 millions de dinars en 2007. Ils représentent 17% du total des industries manufacturières, étant noté que plus des 3/4 des investissements du secteur sont réalisés dans les branches des liants et des granulats, suivies par les branches des produits des carrières.

Troisième facteur derrière la baisse du marché immobilier : la difficulté d'obtenir un permis de construire auprès des autorités compétentes, nommément les municipalités, ce qui se traduit, par ailleurs, par le recours à la construction anarchique.

Pour les étrangers désirant acquérir un bien immobilier en Tunisie, ils sont tenus d'obtenir l'accord préalable du gouverneur de la région où se situe le bien en question. Cependant, ces dernières années ont été marquées par de nouvelles dispositions plus souples concernant certaines opérations immobilières et foncières effectuées par cette catégorie de clientèle.

Cependant, depuis mai 2005, les opérations d'achat, de location des terres et locaux se trouvant dans les zones industrielles et touristiques, la transmission de la propriété de ces biens découlant d'opérations d'intégration, de fusion, de division, le changement de la forme juridique ou la cession à des tiers des sociétés ou filiales à capitaux à majorité étrangers, à condition d'un maintien en activité, sont exemptes de l'autorisation du gouverneur.

Bien plus, les autorités tunisiennes s'orientent vers la légalisation de la propriété immobilière pour les étrangers en vue de donner un second souffle au tourisme résidentiel. D'autant plus que les mégaprojets en cours de réalisation devraient aboutir à une surcapacité de l'offre de logements dans les quelques années à venir.

La légalisation de la propriété immobilière pour les étrangers constituera, ce faisant, un résultat logique du boom que connaît le marché de l'immobilier en Tunisie.

### La ruée vers les petits lots

L'agence foncière de l'habitat, AFH, qui a repris son programme de commercialisation de terrains pour le compte des professionnels, a constaté une baisse de la pression haussière sur les prix de manière globale et par une forte affluence des professionnels, promoteurs immobiliers mais aussi industriels et particuliers. Leur nombre a même dépassé la centaine.

Mais l'évolution la plus notable a été la montée continue des prix des petits lots. A part quelques exceptions, la tendance haussière demeure la règle. Ainsi, les enchères ont enregistré des hausses variables de 1% à 73% par rapport aux mises à prix.

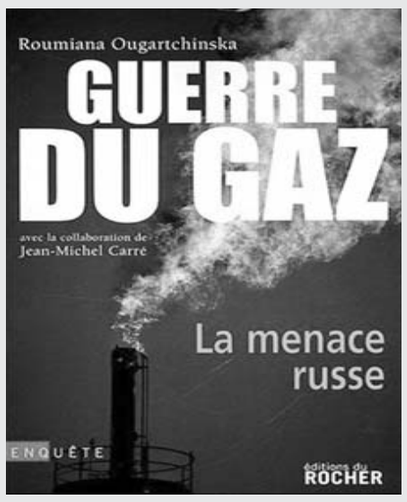
L'AFH, qui est l'unique fournisseur de lotissements sur Tunis, entend jouer son rôle de régulateur du marché en proposant une offre plus dense et des prix plus bas, selon un calendrier préétabli d'avance.

**LM**

**Bibliothèque**

# Guerre du gaz, la menace russe (Broché)

**** De Roumiana Ougartchinska et Jean-Michel Carré***




Avec un pétrole hors de prix et des réserves en baisse, l'Europe est en alerte. Déjà, les majors de l'énergie envisagent de se reconvertir dans le gaz propre, disponible et meilleur marché. Dans vingt ans les besoins vont doubler. Où s'approvisionner ? Une ruée vers " l'or bleu " se prépare. Et, avec elle, d'inextricables conflits. Le gaz est au cœur de ce nouveau " grand jeu " Est-Ouest avec une certitude : la Russie possède plus du tiers des réserves mondiales de gaz naturel. Elle est le premier producteur et exportateur mondial. Demain, elle sera le fournisseur incontournable qui dictera sa loi. Un pouvoir démesuré s'offre à l'ancien empire des Soviets qui, patiemment, durant plus de trente ans, a tissé sa toile gazière. Si l'Europe s'est prise dans ses filets, c'est aussi parce qu'elle l'a bien voulu. Retour sur l'épopée d'une guerre annoncée.

***Biographie de l'auteur***

Journaliste d'investigation, Roumiana Ougartchinska, spécialiste des pays de l'Est, est chargée de cours à l'Institut de criminologie de Paris (Université Paris H) et au Mastère d'intelligence économique de l'École internationale des sciences du traitement de l'information. Elle est l'auteur de KGB & Cie à l'assaut de l'Europe (Anne Carrière, 2005) et de La Vérité sur l'attentat contre Jean-Paul II (Presses de la Renaissance, 2007).

## TIC en chiffres

* Evolution du nombre des abonnés au réseau GSM pour atteindre 8.375.000, contre 7.424.000 abonnés à la même période de l'année dernière.

* La couverture GSM atteint la moyenne de 81 abonnés pour 100 habitants.

* Nette amélioration de la qualité des services GSM. Le taux d'encombrement du réseau a baissé pour atteindre 1.8%, contre 16% à la même période de l'année dernière.

* Augmentation du nombre des utilisateurs Internet de 39% pour atteindre les 2.310.000, contre 1.663.000 durant la même période de l'année dernière.

* Multiplication par deux du nombre des abonnés au réseau ADSL, il passe de 83.000 abonnés à la fin de août 2007 à 166.000.

* Evolution de la structure des abonnés haut débit. Le nombre des abonnés ayant un débit supérieur à 512 kb/s a atteint le seuil de 39.6%, contre seulement 12.2 % durant la même période de l'année dernière.

* Evolution du nombre des abonnés au réseau ADSL pour un débit dépassant 1Mb/s pour atteindre 26.000 abonnés, contre 5.150 abonnés durant la même période de l'année dernière.

* Démarrage des services du réseau haut débit Wimax, plus de 700 entreprises sont connectées à ce réseau.

* Augmentation du nombre des abonnés au réseau de transmission de données via VSAT pour atteindre 420 bénéfiaires dont notamment les centres d'appels, les entreprises d'export des logiciels et des solutions informatiques.

* Multiplication de la bande passante Internet à l'international pour atteindre 5.1 Gb/s, contre 2.4 Gb/s à la même période de l'année dernière.

* Evolution des sites web à 17%. Leur nombre est passé de 5.409 à la fin d'août 2007 à 6.323 en août 2008.

* Evolution du parc informatique en Tunisie pour atteindre 810.000 unités.

## La boutade

*"Le monde contient bien assez pour les besoins de chacun mais pas assez pour la cupidité de tous"*

***Gandhi***

**COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES**

| Matières Premieres | Dernier* | Var % | Var. nette | Date |
|---|---|---|---|---|
| Or | 876,45 | -0,07% | -0,60 | 29/09 |
| Argent | 12,71 | -5,19% | -0,70 | 29/09 |
| Palladium | 216,50 | -2,04% | -4,50 | 29/09 |
| Platine | 1.089,00 | -1,71% | -19,00 | 29/09 |
| Pétrole (New York) | 105,17 | +0,27% | +0,28 | 26/09 |
| Pétrole (Londres) | 102,47 | +0,94% | +0,95 | 26/09 |

* légende : Toutes les cotations sont en USD 13/02/08 16:47

**Tourisme**

L'arrière-saison devrait être bonne, en raison d'une tendance à l'allongement de la période des vacances d'été, au fractionnement des séjours et aux départs multiples. Le beau temps redonne le sourire aux professionnels qui essayent de se rattraper et de remplir leurs unités. A Sousse, Mahdia, Djerba et à Hammamet, les hôtels affichent complets. Ce qui donne une bouffée d'oxygène au secteur touristique qui n'est pas habitué à ce genre de booking. « Le taux d'occupation dépasse les 90% dans nos unités. C'est exceptionnel.

# L'arrière-saison s 'annonce prometteuse

C'est du jamais vu malgré que c'est ramadan », avoue M.Mourad Khechine hôtelier à Hammamet. Ce constat confirme une enquête réalisée au mois de juin par le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie). Intitulée 2008 : les vacances des Français s'ajustent à leur pouvoir d'achat, cette enquête fait ressortir que

les Français sont attachés à leurs vacances et ne sont pas prêts à y renoncer, quitte à y intégrer des changements structurels. Ces changements, relève l'étude, sont des vacances plus courtes, plus fractionnées, mais répétées dans la saison. Selon l'enquête : « les Français auraient modifié leur façon de prendre leurs congés. Il est fini, le temps où l'on passait un mois de vacances soit à la plage, soit à la montagne. Les vacances sont désormais plus courtes et plus thématiques. Si les Français sont partis, avec un budget-vacances qui n'a pas évolué par rapport à 2007. C'est qu'ils ont fait des sacrifices sur la restauration et sur les dépenses de confort et d'agrément ».

Ainsi la saison touristique est loin d'être terminée, car au fractionnement des séjours, aux départs multiples, s'ajoute une autre tendance. La période des vacances d'été s'est allongée et ne se limite plus aux mois de juillet et d'août. Elle touche septembre.

La chute du pouvoir d'achat n'a pas vraiment plombé la saison, du moins dans le secteur de l'hébergement. Elle semble même avoir fait des heureux durant le mois de septembre. Les hôtels affichent un excellent bilan. Tout comme les petits hôtels du centre-ville, moins chers que ceux du bord de mer, qui enregistrent, dans l'ensemble, une nette progression par rapport à l'été. « L'arrière saison touristique s'annonce sous de belles couleurs. Je viens souvent en cette période et c'est pour la première fois que je vois des hôtels complets.

C'est exceptionnel et c'est stimulant pour l'activité touristique. Il suffit de sillonner les unités et les artères de Yasmine Hammamet pour voir cet afflux touristique malgré le mois sacré. Les cafés, les boutiques et les restos sont animés. », nous dit Didier Lacau, un touriste de Saint Gaudens .

L'activité touristique se poursuit largement en octobre où l'arrière-saison est favorable grâce à un temps le plus souvent clément. Ainsi, les évaluations depuis l'été laissent présager une saison touristique satisfaisante voire exceptionnelle malgré une conjoncture internationale difficile.

**Kamel BOUAOUINA**

# Mille et un Soleils ouvre un club à Djerba et un deuxième en 2010 à Tabarka

Le tour-opérateur : " Mille et Un Soleils " du Tunisien Samir Guenaoui qui a vu le jour en 1999 a démarré ses ventes en 2000 avec la « bulle internet » en fournissant Lastminute et Travelprice. Il ne s'est pas arrêté là puisqu'il a démarché d'autres clients puis la grande distribution. Il a abordé en 2005 le réseau traditionnel et prend de plus en plus de l'ampleur puisqu'il est référencé chez Afat et aussi dans pas mal de micro réseaux comme Jancathier, Voyages IDF. Ce Voyagiste français réalise 60000 pax dont 45 000 clients sur la Tunisie et 10 000 sur Chypre. Le solde se répartit entre la Crète , la Bulgarie et l'Espagne.

Son chiffre d'affaires en 2005 s'établit à 27 Mie pour 25 salariés, soit une progression d'environ 65% par rapport à 2004 (10 Mie) et 240 000 euros pour le résultat net.

Mille et Un Soleils a repositionné sa marque sur le moyen/haut de gamme avec un très bon rapport qualité-prix notamment avec Accor, dont on est le premier client en Tunisie avec l'affrètement avec Tunisair (60 000 sièges) au départ de Paris, Lyon, Marseille et Mulhouse, ainsi que nos blocs-sièges de Nice, Nantes, Toulouse et Strasbourg. Ce TO qui fêtera ses 10 ans en 2009 proposera l'été prochain un club labellisé à sa marque à Djerba. Un autre club devra rejoindre sa collection en 2010 à Tabarka dans le nord de la Tunisie. Mille et Un Soleils consolide sa position sur la Tunisie. Après un bon été, il propose la Tunisie à des prix compétitifs durant l'arrière saison : la semaine à 245 euros à Hammamet, à 299 euros à Monastir et 399 euros à Djerba.

**K.B**

Entreprises — Groupements et consortiums

La Tunisie compte 22 consortiums composés en moyenne de 4 partenaires par groupement, soit au total 90 entreprises. Elle ambitionne de créer, au cours du XIème plan de développement (2007-2011), 40 nouveaux consortiums.

Parmi ces groupements d'intérêts économiques, 15 sont actuellement actifs en Tunisie, opérant principalement dans le secteur manufacturier (8 consortiums) et des services (5 consortiums). Pour l'année 2008, trois nouveaux consortiums sont en cours d'enregistrement et une dizaine sont en gestation.

L'expérience tunisienne en matière de consortium remonte à l'an 2000 lorsque la Direction générale du Bureau de mise à niveau et les experts de l'ONUDI ont entamé une large campagne de sensibilisation et d'encadrement auprès des PME tunisiennes, l'objectif étant de les encourager à créer ce genre de groupement.

# L'union fait la force

Les avantages des consortia d'exportation (associations d'entreprises en vue de réaliser certaines opérations en commun), le cadre général de leur création en Tunisie et l'expérience nationale dans ce domaine, ont fait l'objet d'une veillée ramadanesque organisée à la Maison de l'exportateur.

Présidant cette rencontre, M. Chokri Mamoghli, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, a indiqué que l'alliance dans le cadre de groupements interprofessionnels ou de consortia constitue un créneau porteur pour aider les PME tunisiennes à améliorer leur compétitivité, à promouvoir leurs exportations et à conquérir de nouveaux marchés, dans un climat caractérisé par une rude concurrence, l'émergence de plusieurs groupements à l'échelle mondiale et la multiplication des impacts de la mondialisation.

Il a souligné que les efforts de l'Etat seront axés au cours des cinq prochaines années sur la promotion des exportations tunisiennes en particulier dans le secteur des services et le renforcement des échanges commerciaux aussi bien avec les marchés traditionnels que nouveaux, à l'instar des pays de l'Europe du nord et ceux subsahariens.

Les communications présentées à cette rencontre ont porté notamment sur les incitations offertes par les différents différents mécanismes de soutien tels que le Famex, le Foprohoc et le Fodec aux entreprises intéressées par une association sous forme de consortium.

A ce titre, le FAMEX fournit une assistance technique et un soutien financier de taille au profit de 14 consortiums pour une enveloppe d'un million de dinars. Cet appui s'élève à hauteur de 50% du coût pour le consortium des entreprises à l'export, 70% du coût pour le consortium des associations professionnelles, avec un plafond d'aide de 100 mille dinars par bénéficiaires et une rallonge de 50 mille dinars pour l'implantation à l'étranger.

### Avantages et inconvénients

Les participants ont pris connaissance de l'expérience tunisienne dans ce domaine à travers des témoignages de succes-stories. M. Ahmed Masmoudi, président de ACT, a présenté son consortium d'exportation d'agroalimentaire, créé en 2003. C'est un groupement de quatre sociétés qui exporte sur l'Europe, l'Amérique du Nord, la Russie et l'Asie. Les résultats de la création de ce consortium sont positifs, souligne l'intervenant. Il s'agit d'une amélioration nette des chiffres d'affaires de trois entreprises membres de ce consortium. Cependant, relève-t-il, le statut juridique du consortium reste indéfini ce qui le prive de nombre d'avantages fiscaux.

Pour M. Turki, le savoir-faire tunisien s'exporte bien dans les pays voisins et africains. Le président de «ITQAN», nouveau-né formé de quatre cabinets d'architecture, voit que les marchés maghrébins et africains sont porteurs.

Il a souligné que l'alliance dans le cadre de groupements interprofessionnels ou de consortia demeure un choix stratégique pour les PME tunisiennes afin de faire face à la mondialisation des marchés.

En effet, le marché international connaît de plus en plus l'émergence de regroupements stratégiques, aussi bien au niveau des Etats qu'au niveau des entreprises, qu'elles soient de production de biens ou de services en vue d'assurer leur pérennité.

Selon les témoignages de quelques représentants de consortiums tunisiens, cette alliance présente de nombreux avantages, à savoir la réduction des coûts de production, l'accroissement du chiffre d'affaires, l'impulsion des exportations, la conquête de nouveaux marchés, un meilleur pouvoir de négociation et une plus grande crédibilité vis-à-vis des partenaires de l'entreprise (clients, fournisseurs, bailleurs de fonds) et une plus grande compétitivité des prix grâce aux investissements communs et à la productivité.

Ils peuvent couvrir les services administratifs et juridiques, le lobbying, la formation, la logistique, le marketing...

L'objectif de la mise en réseau ne doit pas, toutefois, se limiter à la commercialisation et à des actions de promotion des produits locaux à l'étranger. Le plus important est de transcender ce stade pour englober d'autres domaines tels que l'innovation, la créativité et la recherche développement.

Les problèmes auxquels peuvent être confrontés les consortiums tels que la divergence des objectifs, la difficulté de la prise de décision, la dépendance financière des entreprises, les faibles capacités de production, l'absence d'une politique commune de sourcing et l'inégalité au niveau des moyens et ressources de promotion à terme.

Le problème majeur constaté et qui a été évoqué par la plupart des intervenants était la courte durée de vie des consortiums, allant de 3 à 5 ans, étant donné que plusieurs des entreprises membres quittent le consortium ayant ressenti en leurs propres structures l'aptitude à travailler seules.

Autre problème évoqué au cours de l'atelier de formation : le choix de la forme juridique du consortium. Serait-il mieux de choisir la forme du Groupement d'Intérêt Economique (GIE), ou Société à Responsabilité Limitée (SARL) ou bien Société Anonyme (AS). En Tunisie, 54% des consortiums actifs sont des GIE, 31% des SARL et 15% des SA.

Un autre axe, qui ne manque pas d'importance, a également été développé par les participants à l'atelier, soit le financement du consortium : les systèmes de soutien et d'incitation, les critères d'éligibilité et le rôle des institutions d'appui dans la promotion des consortiums d'exportation, bien entendu en Tunisie, mais également en Italie, en Espagne et au Maroc.

**S.E.M**

## Le «crash » mondial du transport aérien se précise

# Le classique effet boomerang

Le paysage économique international passe par une phase de crises cumulées. Un marasme après l'autre : flambée des prix pétroliers, crise alimentaire, cataclysme financier...tous les ingrédients d'une récession économique sans précédent sont semble-t-il être réunis. Après la faillite des grandes banques américaines, la nationalisation des institutions financières bancaires et non bancaires aux Etats-Unis comme en Europe, la paralysie persistante à Wall Street, les débâcles se pouruivent avec une perte estimée à 5,2 milliards de dollars pour les compagnies aériennes de par le monde selon l'Association du Transport aérien international (IATA). Et l'on revient toujours aux mêmes interrogations : c'est la faute à qui ?. Le système capitaliste est-il est en train de récolter ce qu'il a semé ?

Le transport aérien, pilier de toute économie et l'un des secteurs les plus consommateurs d'énergie subit les contrecoups de la flambée pétrolière. En effet, bon nombre de compagnies aériennes sont en train de déclarer faillite. Et c'est le cas de la compagnie italienne « Alitalia » qui est au bord de la ruine, de ATA Airlines (Hawaï) et de United Airlines sans oublier la fallite de deux tours opérateurs britanniques dont XL Airways.

La poussée frénétique des cours pétroliers, la morosité du marché et la baisse de la demande sont à l'origine du déclin de l'industrie mondiale du transport aérien. Ce n'est pas tout, puisque la vague de privatisation que connaît le secteur et la propagation ce qui est communément appelé «Open sky » y sont pour quelque choses. Pourtant, la Banque Mondiale soutenait, le lendemain des attentats du 11 septembre, la poursuite d'une politique de protection du secteur du transport aérien.

L'Association du Tranpsort Aérien (ATA) prévoit des pertes de 5,2 milliards de dollars des compagnies d'assurance pour l'année 2008 dont 5 milliards de dollars pour les transporteurs nord-américains. En 2009, le déficit s'élèvera à 4,1 milliards de dollars et la part du carburant dans les coûts d'exploitation des compagnies aériennes s'élèvera à 40% contre 36% cette année.

Reste à savoir si les compagnies aériennes nationales sont prêtes à affronter la crise qui s'annonce universelle selon l'IATA ?.

**Yosr GUERFEL**

# *Alitalia est en passe d'être sauvée de la faillite*

Les deux derniers syndicats d'Alitalia, encore réticents face au plan de sauvetage de la compagnie aérienne italienne, ont annoncé à la presse avoir donné leur accord. Ces deux syndicats, la SDL et l'Avia, représentent environ 80% des hôtesses et des stewards de la compagnie.

Le coordinateur de la SDL, Fabrizio Tomaselli, a rejeté de son côté tout «triomphalisme» ou «satisfaction» au regard «de la façon dont s'est conclue l'affaire». M. Tomaselli a indiqué que la signature de l'accord sera soumise au vote des adhérents.

Alitalia est en passe d'être sauvée de la faillite, tous les syndicats de la compagnie ayant désormais donné leur accord à sa reprise par une alliance de grands patrons italiens, regroupés au sein de la Compagnie aérienne italienne (Cai). Ce plan de sauvetage prévoit plus de 3 000 suppressions de postes, dont la moitié parmi les hôtesses et stewards.

Les syndicats d'hôtesses et de stewards ont été les plus opposés au plan de reprise de la Cai, avec ceux des pilotes qui avaient donné leur accord dans la nuit de vendredi à samedi. leparisien.fr

Crise financière internationale

# L'Europe bancaire s'embrase à son tour

Pendant que les États-Unis mettent une dernière main au plan de sauvetage de leur système financier, l'Europe bancaire s'embrase à son tour. La journée de dimanche a été le théâtre d'un véritable branle-bas de combat pour tenter de circonscrire les incendies qui s'allument désormais dans plusieurs pays. Le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, et plusieurs hauts responsables politiques, dont Christine Lagarde, se sont concertés à Bruxelles pour coordonner leurs efforts et décider des mesures à prendre, notamment pour desserrer les règles qui encadrent les aides d'État. Car l'intervention des pouvoirs publics se précise un peu partout. Ainsi, le groupe financier belgo-néerlandais Fortis, dont le cours s'est effondré en Bourse en fin de semaine dernière, fait l'objet d'une crise de défiance et se trouve au bord de la faillite. Pour éviter une catastrophe aujourd'hui, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont décidé de le nationaliser, préférant cette solution à l'offre de reprise proposée par BNP Paribas, jugée trop peu attractive.

Même traitement en Grande-Bretagne, où Londres s'apprête à prendre en charge la banque Bradford & Bingley, elle aussi au bord du gouffre. Il s'agit du deuxième sauvetage public d'un établissement de crédit britannique depuis le début de l'année, après Northern Rock. Mais les dégâts ne semblent pas terminés.

Conseil exceptionnel chez Dexia Dimanche, Dexia, premier banquier des collectivités locales en France et en Belgique, a réuni par téléphone un conseil d'administration exceptionnel pour évaluer la situation créée par les déboires de Fortis. Très affecté par les difficultés de sa filiale américaine de rehaussement de crédit FSA, prise dans la tourmente de la crise immobilière et pour laquelle il a dû réinvestir lourdement, Dexia fait partie des établissements financiers fragilisés et sous haute surveillance. Selon certaines sources, une augmentation de capital pourrait être annoncée très rapidement pour reconstituer ses fonds propres et rassurer les marchés. À cet effet, ses principaux actionnaires, des communes belges et la Caisse des dépôts et consignations, côté français, seront sollicités.

Enfin, un autre dossier, en Allemagne cette fois, s'annonce explosif. La banque immobilière Hypo Real Estate, maison mère de Depfa Bank, spécialisée dans le financement des collectivités locales, serait au bord du gouffre. Là encore, Berlin et les principales banques du pays tentent de trouver en urgence une solution.

Enjeux / Business

## Mise à niveau des plate-formes offshore

La compagnie de services énergétiques "Production Services Network » (PSN), basée à Aberdeen, a remporté un marché de gestion de services destinés aux plateformes offshore. D'un coût de plusieurs millions de dollars, le marché a fait l'objet d'un contrat conclu avec la SEREPT, une coentreprise entre l'ETAP et la compagnie autrichienne OMV. Il s'agit d'améliorer les plates-formes offshore et d'accroître les volumes de production sur le site pétrolier d'Ashtart dans le golfe de Gabès. PSN et SEREPT constitueront une équipe intégrée pour la gestion du projet d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction visant la mise à niveau de la plate-forme, des pipelines et des systèmes de contrôle.

## Management de la sécurité alimentaire

L'INNORPI organise, au profit de tous les organismes impliqués dans les différents aspects de la chaîne alimentaire, un atelier de formation les 21, 22 et 23 octobre 2008 , sur le thème du management de la sécurité alimentaire selon ISO 22000 : 2005. Il est attendu de cette rencontre de permettre aux participants de connaître et interpréter les exigences de la norme ISO 22000 ,d'acquérir une méthode d'analyse des risques et des dangers pour assurer la sécurité alimentaire et d'identifier les différences par rapport aux autres référentiels en matière de sécurité alimentaire

## Journées d'information sur le textile et les composants automobiles

La Maison de l'Exportateur abritera les 16 & 17 octobre 2008 deux journées d'information respectivement sur le secteur du textile-habillement et le secteur des composants automobiles.

Ces deux journées, organisées par l'Unité Technique de l'Accord d'Agadir sous l'égide du ministère du Commerce et de l'Artisanat, se tiennent dans le cadre de la promotion des deux foires « Tanja Auto » & « Ijectis textile » qui se déroulent respectivement au Maroc le mois de novembre 2008 et en Egypte en février 2009.

## Promotion des systèmes de management industriel

Le Programme de Modernisation Industrielle (PMI) vient d'achever des actions d'assistance pour la promotion des systèmes de management au profit des entreprises industrielles, en mettant à leur disposition une expertise locale et internationale de nature à les accompagner dans la mise en place de systèmes de management qualité, environnement, de santé et de la sécurité au travail et système intégré QSE. Six entreprises en ont bénéficié. Elles appartiennent à des secteurs aussi divers que la chimie, les matériaux de construction, l'agroalimentaire, le bois et l'ameublement, l'imprimerie, l'industrie pharmaceutique et la confection.

## Projets immobiliers privés en baisse

Les statistiques du ministère de l'Equipement montrent un net recul des chantiers et des projets immobiliers privés depuis 4 ans. Plusieurs facteurs expliquent cette baisse, dont la difficulté d'obtenir un permis de construire auprès des municipalités. Autre facteur : l'envolée des matériaux de construction (ciment, ronds à béton, briques rouges), qui ont connu une hausse de plus de 20% en 2008. La rareté de la main-d'œuvre spécialisée et des terrains à bâtir contribue également à l'envolée des coûts de construction.

**LM**

## Echos-Inter ... Echos-Inter...

### *La banque américaine Wachovia chute de 55% en avant-Bourse*

Wachovia perd 55% à 4,50 dollars hier en avant-Bourse après avoir perdu 27% vendredi, sur des craintes liées à son portefeuille d'actifs rendus illiquides par la crise.

La banque américaine est en discussions avec plusieurs de ses rivales en vue d'être rachetée, a-t-on appris dimanche soir de sources proches du dossier. Selon les sources, Citigroup et Wells Fargo sont en haut de la liste des établissements qui négocient avec Wachovia.

### *Le pétrole se replie fortement face aux inquiétudes des marchés*

Le baril de pétrole abandonne plus de quatre dollars hier sur le marché européen, victime à la fois de remontée du dollar et des inquiétudes suscitées par les derniers développements de la crise financière.

A 10h55 GMT, le contrat novembre sur le brut léger américain perdait 3,39 dollars, soit 3,17%, à 103,50 dollars le baril et le Brent cédait 3,22 dollars (-3,11%) à 100,32 dollars.

"Deux facteurs sont en jeu en ce moment", explique Jonathan Kornafel, directeur Asie de Hudson Capital Energy à Singapour. "Le premier, c'est l'effet à court terme du rally du dollar américain, le second, les préoccupations actuelles sur la demande aux Etats-Unis et ailleurs."

"Je crois que la baisse de la demande sera suffisamment marquée pour faire reculer assez nettement les prix du pétrole."

Le dollar gagne plus de 1% face à l'euro lundi, autour de 1,4345, profitant des derniers rebondissements de la crise financière en Europe alors que le Congrès américain semble prêt à voter le plan Paulson d'aide au secteur bancaire.

"Du point de vue du marché des matières premières, l'inquiétude la plus pressante porte sur l'ampleur de la propagation du virus américain au monde entier et plus particulièrement à la Chine", écrit Deutsche Bank dans une note d'analyse.

"Nous nous attendons à ce que la peur d'une baisse de la demande persiste début 2009 et pèse sur les cours de nombreuses matières premières."

Harry Tchilinguirian, analyste spécialisé de BNP Paribas, estime pour sa part que les incertitudes sur l'offre assurent au baril un plancher autour de 100 dollars mais que le contexte économique défavorable pour le trimestre en cours et que le prochain est susceptible de limiter d'éventuels rebonds.

Entreprises — Groupements et consortiums

La Tunisie compte 22 consortiums composés en moyenne de 4 partenaires par groupement, soit au total 90 entreprises. Elle ambitionne de créer, au cours du XIème plan de développement (2007-2011), 40 nouveaux consortiums.

Parmi ces groupements d'intérêts économiques, 15 sont actuellement actifs en Tunisie, opérant principalement dans le secteur manufacturier (8 consortiums) et des services (5 consortiums). Pour l'année 2008, trois nouveaux consortiums sont en cours d'enregistrement et une dizaine sont en gestation.

L'expérience tunisienne en matière de consortium remonte à l'an 2000 lorsque la Direction générale du Bureau de mise à niveau et les experts de l'ONUDI ont entamé une large campagne de sensibilisation et d'encadrement auprès des PME tunisiennes, l'objectif étant de les encourager à créer ce genre de groupement.

# L'union fait la force

Les avantages des consortia d'exportation (associations d'entreprises en vue de réaliser certaines opérations en commun), le cadre général de leur création en Tunisie et l'expérience nationale dans ce domaine, ont fait l'objet d'une veillée ramadanesque organisée à la Maison de l'exportateur.

Présidant cette rencontre, M. Chokri Mamoghli, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, a indiqué que l'alliance dans le cadre de groupements interprofessionnels ou de consortia constitue un créneau porteur pour aider les PME tunisiennes à améliorer leur compétitivité, à promouvoir leurs exportations et à conquérir de nouveaux marchés, dans un climat caractérisé par une rude concurrence, l'émergence de plusieurs groupements à l'échelle mondiale et la multiplication des impacts de la mondialisation.

Il a souligné que les efforts de l'Etat seront axés au cours des cinq prochaines années sur la promotion des exportations tunisiennes en particulier dans le secteur des services et le renforcement des échanges commerciaux aussi bien avec les marchés traditionnels que nouveaux, à l'instar des pays de l'Europe du nord et ceux subsahariens.

Les communications présentées à cette rencontre ont porté notamment sur les incitations offertes par les différents différents mécanismes de soutien tels que le Famex, le Foprohoc et le Fodec aux entreprises intéressées par une association sous forme de consortium.

A ce titre, le FAMEX fournit une assistance technique et un soutien financier de taille au profit de 14 consortiums pour une enveloppe d'un million de dinars. Cet appui s'élève à hauteur de 50% du coût pour le consortium des entreprises à l'export, 70% du coût pour le consortium des associations professionnelles, avec un plafond d'aide de 100 mille dinars par bénéficiaires et une rallonge de 50 mille dinars pour l'implantation à l'étranger.

### Avantages et inconvénients

Les participants ont pris connaissance de l'expérience tunisienne dans ce domaine à travers des témoignages de succes-stories. M. Ahmed Masmoudi, président de ACT, a présenté son consortium d'exportation d'agroalimentaire, créé en 2003. C'est un groupement de quatre sociétés qui exporte sur l'Europe, l'Amérique du Nord, la Russie et l'Asie. Les résultats de la création de ce consortium sont positifs, souligne l'intervenant. Il s'agit d'une amélioration nette des chiffres d'affaires de trois entreprises membres de ce consortium. Cependant, relève-t-il, le statut juridique du consortium reste indéfini ce qui le prive de nombre d'avantages fiscaux.

Pour M. Turki, le savoir-faire tunisien s'exporte bien dans les pays voisins et africains. Le président de «ITQAN», nouveau-né formé de quatre cabinets d'architecture, voit que les marchés maghrébins et africains sont porteurs.

Il a souligné que l'alliance dans le cadre de groupements interprofessionnels ou de consortia demeure un choix stratégique pour les PME tunisiennes afin de faire face à la mondialisation des marchés.

En effet, le marché international connaît de plus en plus l'émergence de regroupements stratégiques, aussi bien au niveau des Etats qu'au niveau des entreprises, qu'elles soient de production de biens ou de services en vue d'assurer leur pérennité.

Selon les témoignages de quelques représentants de consortiums tunisiens, cette alliance présente de nombreux avantages, à savoir la réduction des coûts de production, l'accroissement du chiffre d'affaires, l'impulsion des exportations, la conquête de nouveaux marchés, un meilleur pouvoir de négociation et une plus grande crédibilité vis-à-vis des partenaires de l'entreprise (clients, fournisseurs, bailleurs de fonds) et une plus grande compétitivité des prix grâce aux investissements communs et à la productivité.

Ils peuvent couvrir les services administratifs et juridiques, le lobbying, la formation, la logistique, le marketing...

L'objectif de la mise en réseau ne doit pas, toutefois, se limiter à la commercialisation et à des actions de promotion des produits locaux à l'étranger. Le plus important est de transcender ce stade pour englober d'autres domaines tels que l'innovation, la créativité et la recherche développement.

Les problèmes auxquels peuvent être confrontés les consortiums tels que la divergence des objectifs, la difficulté de la prise de décision, la dépendance financière des entreprises, les faibles capacités de production, l'absence d'une politique commune de sourcing et l'inégalité au niveau des moyens et ressources de promotion à terme.

Le problème majeur constaté et qui a été évoqué par la plupart des intervenants était la courte durée de vie des consortiums, allant de 3 à 5 ans, étant donné que plusieurs des entreprises membres quittent le consortium ayant ressenti en leurs propres structures l'aptitude à travailler seules.

Autre problème évoqué au cours de l'atelier de formation : le choix de la forme juridique du consortium. Serait-il mieux de choisir la forme du Groupement d'Intérêt Economique (GIE), ou Société à Responsabilité Limitée (SARL) ou bien Société Anonyme (AS). En Tunisie, 54% des consortiums actifs sont des GIE, 31% des SARL et 15% des SA.

Un autre axe, qui ne manque pas d'importance, a également été développé par les participants à l'atelier, soit le financement du consortium : les systèmes de soutien et d'incitation, les critères d'éligibilité et le rôle des institutions d'appui dans la promotion des consortiums d'exportation, bien entendu en Tunisie, mais également en Italie, en Espagne et au Maroc.

**S.E.M**

## Le «crash » mondial du transport aérien se précise

# Le classique effet boomerang

Le paysage économique international passe par une phase de crises cumulées. Un marasme après l'autre : flambée des prix pétroliers, crise alimentaire, cataclysme financier...tous les ingrédients d'une récession économique sans précédent sont semble-t-il être réunis. Après la faillite des grandes banques américaines, la nationalisation des institutions financières bancaires et non bancaires aux Etats-Unis comme en Europe, la paralysie persistante à Wall Street, les débâcles se pouruivent avec une perte estimée à 5,2 milliards de dollars pour les compagnies aériennes de par le monde selon l'Association du Transport aérien international (IATA). Et l'on revient toujours aux mêmes interrogations : c'est la faute à qui ?. Le système capitaliste est-il est en train de récolter ce qu'il a semé ?

Le transport aérien, pilier de toute économie et l'un des secteurs les plus consommateurs d'énergie subit les contrecoups de la flambée pétrolière. En effet, bon nombre de compagnies aériennes sont en train de déclarer faillite. Et c'est le cas de la compagnie italienne « Alitalia » qui est au bord de la ruine, de ATA Airlines (Hawaï) et de United Airlines sans oublier la fallite de deux tours opérateurs britanniques dont XL Airways.

La poussée frénétique des cours pétroliers, la morosité du marché et la baisse de la demande sont à l'origine du déclin de l'industrie mondiale du transport aérien. Ce n'est pas tout, puisque la vague de privatisation que connaît le secteur et la propagation ce qui est communément appelé «Open sky » y sont pour quelque choses. Pourtant, la Banque Mondiale soutenait, le lendemain des attentats du 11 septembre, la poursuite d'une politique de protection du secteur du transport aérien.

L'Association du Tranpsort Aérien (ATA) prévoit des pertes de 5,2 milliards de dollars des compagnies d'assurance pour l'année 2008 dont 5 milliards de dollars pour les transporteurs nord-américains. En 2009, le déficit s'élèvera à 4,1 milliards de dollars et la part du carburant dans les coûts d'exploitation des compagnies aériennes s'élèvera à 40% contre 36% cette année.

Reste à savoir si les compagnies aériennes nationales sont prêtes à affronter la crise qui s'annonce universelle selon l'IATA ?.

**Yosr GUERFEL**

# *Alitalia est en passe d'être sauvée de la faillite*

Les deux derniers syndicats d'Alitalia, encore réticents face au plan de sauvetage de la compagnie aérienne italienne, ont annoncé à la presse avoir donné leur accord. Ces deux syndicats, la SDL et l'Avia, représentent environ 80% des hôtesses et des stewards de la compagnie.

Le coordinateur de la SDL, Fabrizio Tomaselli, a rejeté de son côté tout «triomphalisme» ou «satisfaction» au regard «de la façon dont s'est conclue l'affaire». M. Tomaselli a indiqué que la signature de l'accord sera soumise au vote des adhérents.

Alitalia est en passe d'être sauvée de la faillite, tous les syndicats de la compagnie ayant désormais donné leur accord à sa reprise par une alliance de grands patrons italiens, regroupés au sein de la Compagnie aérienne italienne (Cai). Ce plan de sauvetage prévoit plus de 3 000 suppressions de postes, dont la moitié parmi les hôtesses et stewards.

Les syndicats d'hôtesses et de stewards ont été les plus opposés au plan de reprise de la Cai, avec ceux des pilotes qui avaient donné leur accord dans la nuit de vendredi à samedi. leparisien.fr

Crise financière internationale

# L'Europe bancaire s'embrase à son tour

Pendant que les États-Unis mettent une dernière main au plan de sauvetage de leur système financier, l'Europe bancaire s'embrase à son tour. La journée de dimanche a été le théâtre d'un véritable branle-bas de combat pour tenter de circonscrire les incendies qui s'allument désormais dans plusieurs pays. Le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, et plusieurs hauts responsables politiques, dont Christine Lagarde, se sont concertés à Bruxelles pour coordonner leurs efforts et décider des mesures à prendre, notamment pour desserrer les règles qui encadrent les aides d'État. Car l'intervention des pouvoirs publics se précise un peu partout. Ainsi, le groupe financier belgo-néerlandais Fortis, dont le cours s'est effondré en Bourse en fin de semaine dernière, fait l'objet d'une crise de défiance et se trouve au bord de la faillite. Pour éviter une catastrophe aujourd'hui, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont décidé de le nationaliser, préférant cette solution à l'offre de reprise proposée par BNP Paribas, jugée trop peu attractive.

Même traitement en Grande-Bretagne, où Londres s'apprête à prendre en charge la banque Bradford & Bingley, elle aussi au bord du gouffre. Il s'agit du deuxième sauvetage public d'un établissement de crédit britannique depuis le début de l'année, après Northern Rock. Mais les dégâts ne semblent pas terminés.

Conseil exceptionnel chez Dexia Dimanche, Dexia, premier banquier des collectivités locales en France et en Belgique, a réuni par téléphone un conseil d'administration exceptionnel pour évaluer la situation créée par les déboires de Fortis. Très affecté par les difficultés de sa filiale américaine de rehaussement de crédit FSA, prise dans la tourmente de la crise immobilière et pour laquelle il a dû réinvestir lourdement, Dexia fait partie des établissements financiers fragilisés et sous haute surveillance. Selon certaines sources, une augmentation de capital pourrait être annoncée très rapidement pour reconstituer ses fonds propres et rassurer les marchés. À cet effet, ses principaux actionnaires, des communes belges et la Caisse des dépôts et consignations, côté français, seront sollicités.

Enfin, un autre dossier, en Allemagne cette fois, s'annonce explosif. La banque immobilière Hypo Real Estate, maison mère de Depfa Bank, spécialisée dans le financement des collectivités locales, serait au bord du gouffre. Là encore, Berlin et les principales banques du pays tentent de trouver en urgence une solution.

Enjeux / Business

## Mise à niveau des plate-formes offshore

La compagnie de services énergétiques "Production Services Network » (PSN), basée à Aberdeen, a remporté un marché de gestion de services destinés aux plateformes offshore. D'un coût de plusieurs millions de dollars, le marché a fait l'objet d'un contrat conclu avec la SEREPT, une coentreprise entre l'ETAP et la compagnie autrichienne OMV. Il s'agit d'améliorer les plates-formes offshore et d'accroître les volumes de production sur le site pétrolier d'Ashtart dans le golfe de Gabès. PSN et SEREPT constitueront une équipe intégrée pour la gestion du projet d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction visant la mise à niveau de la plate-forme, des pipelines et des systèmes de contrôle.

## Management de la sécurité alimentaire

L'INNORPI organise, au profit de tous les organismes impliqués dans les différents aspects de la chaîne alimentaire, un atelier de formation les 21, 22 et 23 octobre 2008 , sur le thème du management de la sécurité alimentaire selon ISO 22000 : 2005. Il est attendu de cette rencontre de permettre aux participants de connaître et interpréter les exigences de la norme ISO 22000 ,d'acquérir une méthode d'analyse des risques et des dangers pour assurer la sécurité alimentaire et d'identifier les différences par rapport aux autres référentiels en matière de sécurité alimentaire

## Journées d'information sur le textile et les composants automobiles

La Maison de l'Exportateur abritera les 16 & 17 octobre 2008 deux journées d'information respectivement sur le secteur du textile-habillement et le secteur des composants automobiles.

Ces deux journées, organisées par l'Unité Technique de l'Accord d'Agadir sous l'égide du ministère du Commerce et de l'Artisanat, se tiennent dans le cadre de la promotion des deux foires « Tanja Auto » & « Ijectis textile » qui se déroulent respectivement au Maroc le mois de novembre 2008 et en Egypte en février 2009.

## Promotion des systèmes de management industriel

Le Programme de Modernisation Industrielle (PMI) vient d'achever des actions d'assistance pour la promotion des systèmes de management au profit des entreprises industrielles, en mettant à leur disposition une expertise locale et internationale de nature à les accompagner dans la mise en place de systèmes de management qualité, environnement, de santé et de la sécurité au travail et système intégré QSE. Six entreprises en ont bénéficié. Elles appartiennent à des secteurs aussi divers que la chimie, les matériaux de construction, l'agroalimentaire, le bois et l'ameublement, l'imprimerie, l'industrie pharmaceutique et la confection.

## Projets immobiliers privés en baisse

Les statistiques du ministère de l'Equipement montrent un net recul des chantiers et des projets immobiliers privés depuis 4 ans. Plusieurs facteurs expliquent cette baisse, dont la difficulté d'obtenir un permis de construire auprès des municipalités. Autre facteur : l'envolée des matériaux de construction (ciment, ronds à béton, briques rouges), qui ont connu une hausse de plus de 20% en 2008. La rareté de la main-d'œuvre spécialisée et des terrains à bâtir contribue également à l'envolée des coûts de construction.

**LM**

## Echos-Inter ... Echos-Inter...

### *La banque américaine Wachovia chute de 55% en avant-Bourse*

Wachovia perd 55% à 4,50 dollars hier en avant-Bourse après avoir perdu 27% vendredi, sur des craintes liées à son portefeuille d'actifs rendus illiquides par la crise.

La banque américaine est en discussions avec plusieurs de ses rivales en vue d'être rachetée, a-t-on appris dimanche soir de sources proches du dossier. Selon les sources, Citigroup et Wells Fargo sont en haut de la liste des établissements qui négocient avec Wachovia.

### *Le pétrole se replie fortement face aux inquiétudes des marchés*

Le baril de pétrole abandonne plus de quatre dollars hier sur le marché européen, victime à la fois de remontée du dollar et des inquiétudes suscitées par les derniers développements de la crise financière.

A 10h55 GMT, le contrat novembre sur le brut léger américain perdait 3,39 dollars, soit 3,17%, à 103,50 dollars le baril et le Brent cédait 3,22 dollars (-3,11%) à 100,32 dollars.

"Deux facteurs sont en jeu en ce moment", explique Jonathan Kornafel, directeur Asie de Hudson Capital Energy à Singapour. "Le premier, c'est l'effet à court terme du rally du dollar américain, le second, les préoccupations actuelles sur la demande aux Etats-Unis et ailleurs."

"Je crois que la baisse de la demande sera suffisamment marquée pour faire reculer assez nettement les prix du pétrole."

Le dollar gagne plus de 1% face à l'euro lundi, autour de 1,4345, profitant des derniers rebondissements de la crise financière en Europe alors que le Congrès américain semble prêt à voter le plan Paulson d'aide au secteur bancaire.

"Du point de vue du marché des matières premières, l'inquiétude la plus pressante porte sur l'ampleur de la propagation du virus américain au monde entier et plus particulièrement à la Chine", écrit Deutsche Bank dans une note d'analyse.

"Nous nous attendons à ce que la peur d'une baisse de la demande persiste début 2009 et pèse sur les cours de nombreuses matières premières."

Harry Tchilinguirian, analyste spécialisé de BNP Paribas, estime pour sa part que les incertitudes sur l'offre assurent au baril un plancher autour de 100 dollars mais que le contexte économique défavorable pour le trimestre en cours et que le prochain est susceptible de limiter d'éventuels rebonds.